

Cour internationale
de Justice

LA HAYE

CR 95/31
International Court
of Justice

THE HAGUE

ANNEE 1995

Audience publique

tenue le lundi 13 novembre 1995, à 10 h 35, au Palais de la Paix,

sous la présidence de M. Bedjaoui, Président

*sur la Licéité de l'utilisation des armes nucléaires
par un Etat dans un conflit armé*

*(Demande d'avis consultatif soumise par
l'Organisation mondiale de la Santé)*

et

*sur la Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires
(Demande d'avis consultatif soumise par
l'Assemblée générale des Nations Unies)*

COMPTE RENDU

YEAR 1995

Public sitting

held on Monday 13 November 1995, at 10.35 a.m., at the Peace Palace,

President Bedjaoui presiding

in the case

*in Legality of the Use by a State of Nuclear Weapons in Armed Conflict
(Request for Advisory Opinion Submitted by the World Health Organization)*

and

*in Legality of the Threat or Use of Nuclear Weapons
(Request for Advisory Opinion Submitted by
the General Assembly of the United Nations)*

VERBATIM RECORD

Présents :

- M. Bedjaoui, Président
- M. Schwebel, Vice-Président
- MM. Oda
Guillaume
Shahabuddeen
Weeramantry
Ranjeva
Herczegh
Shi
Fleischhauer
Koroma
Vereshchetin
Ferrari Bravo
- Mme Higgins, juges

- M. Valencia-Ospina, Greffier

Present:

President	Bedjaoui
Vice-President	Schwebel
Judges	Oda
	Guillaume
	Shahabuddeen
	Weeramantry
	Ranjeva
	Herczegh
	Shi
	Fleischhauer
	Koroma
	Vereshchetin
	Ferrari Bravo
	Higgins
Registrar	Valencia-Ospina

Licéité de l'utilisation des armes nucléaires par un Etat dans un conflit armé (Demande d'avis consultatif soumise par l'Organisation mondiale de la Santé)

L'Organisation mondiale de la Santé est représentée par :

M. Claude-Henri Vignes, conseiller juridique;

M. Thomas Topping, conseiller juridique adjoint.

Licéité de l'utilisation des armes nucléaires par un Etat dans un conflit armé (Demande d'avis consultatif soumise par l'Organisation mondiale de la Santé)

et/ou

Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires (Demande d'avis consultatif soumise par l'Assemblée générale des Nations Unies)

Le Gouvernement de l'Australie est représenté par :

M. Gavan Griffith, Q.C., Solicitor-General d'Australie, conseil;

L'Honorable Gareth Evans, Q.C., Sénateur, Ministre des affaires étrangères, conseil;

S. Exc. M. Michael Tate, ambassadeur d'Australie aux Pays-Bas, conseil;

M. Christopher Staker, conseiller auprès du *Solicitor-General* d'Australie, conseil;

Mme Jan Linehan, conseiller juridique adjoint du département des affaires étrangères et du commerce extérieur, conseil;

Mme Cathy Raper, troisième secrétaire à l'ambassade d'Australie, La Haye, conseiller.

Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne est représenté par :

M. Hartmut Hillgenberg, directeur général des affaires juridiques du ministère des affaires étrangères;

Mme Julia Monar, direction des affaires juridiques, ministère des affaires étrangères.

Le Gouvernement du Costa Rica est représenté par :

S. Exc. M. J. Francisco Oreamuno, ambassadeur de la République du Costa Rica aux Pays-Bas;

M. Carlos Vargas-Pizarro, conseiller juridique et envoyé spécial du Gouvernement du Costa Rica;

M. Rafael Carrillo-Zürcher, ministre-conseiller à ambassade du Costa Rica, La Haye.

Le Gouvernement de la République arabe d'Egypte est représenté par :

S. Exc. M. Ibrahim Ali Badawi El-Sheikh, ambassadeur d'Egypte aux Pays-Bas;

M. Georges Abi-Saab, professeur;

M. Ezzat Saad El-Sayed, ministre-conseiller à l'ambassade d'Egypte, La Haye.

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique est représenté par :

M. Conrad K. Harper, agent et conseiller juridique du département d'Etat;

M. Michael J. Matheson, conseiller juridique adjoint principal du département d'Etat;

M. John H. McNeill, conseil général adjoint principal au département de la défense;

M. John R. Crook, assistant du conseiller juridique pour les questions relatives à l'Organisation des Nations Unies, département d'Etat;

M. D. Stephen Mathias, conseiller pour les affaires juridiques à l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique, La Haye;

M. Sean D. Murphy, attaché pour les questions juridiques à l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique, La Haye;

M. Jack Chorowsky, assistant spécial du conseiller juridique, département d'Etat.

Le Gouvernement de la République française est représenté par :

M. Marc Perrin de Brichambaut, directeur des affaires juridiques au ministère des affaires étrangères;

M. Alain Pellet, professeur de droit international à l'Université de Paris X et à l'Institut d'études politiques de Paris;

Mme Marie-Reine d'Haussy, direction des affaires juridiques du ministère des affaires étrangères;

M. Jean-Michel Favre, direction des affaires juridiques du ministère des affaires étrangères.

Le Gouvernement de la Fédération de Russie est représenté par :

M. A. G. Khodakov, directeur du département juridique du ministère des affaires étrangères;

M. S. M. Pounjine, premier secrétaire à l'ambassade de la Fédération de Russie, La Haye;

M. S. V. Shatounovski, expert au département juridique du ministère des affaires étrangères.

Le Gouvernement des Iles Marshall est représenté par :

L'Honorable Johnsay Riklon, sénateur, atoll de Rongelap Special, envoyé du Gouvernement des Iles Marshall;

L'Honorable Theodore C. Kronmiller, conseiller juridique, ambassade des Iles Marshall aux Etats-Unis;

Mme. Lijon Eknilang, membre du conseil, gouvernement local de l'atoll de Rongelap.

Le Gouvernement des Iles Salomon est représenté par :

L'Honorable Danny Philip, premier ministre adjoint et ministre des affaires étrangères;

S. Exc. M. Rex Horoi, ambassadeur, représentant permanent des Iles Salomon auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York;

S. Exc. M. Levi Laka, ambassadeur, représentant permanent des Iles Salomon auprès de l'Union européenne, Bruxelles;

M. Primo Afeau, *Solicitor-General* des Iles Salomon;

M. Edward Nielsen, consul honoraire des Iles Salomon à Londres;

M. Jean Salmon, professeur de droit à l'Université libre de Bruxelles;

M. James Crawford, professeur de droit international, titulaire de la chaire Whewell à l'Université de Cambridge;

M. Eric David, professeur de droit à l'Université libre de Bruxelles;

Mme Laurence Boisson de Chazournes, professeur adjoint à l'Institut universitaire de hautes études internationales, Genève;

M. Philippe Sands, chargé de cours à la *School of Oriental and African Studies*, Université de Londres, et directeur juridique de la *Foundation for International Environmental Law and Development*;

M. Joseph Rotblat, professeur émérite de physique à l'Université de Londres;

M. Roger Clark, professeur à la faculté de droit de l'Université Rutgers, Camden, New Jersey;

M. Jacob Werksman, directeur de programme à la *Foundation for International Environmental Law and Development*;

Mme Ruth Khalastchi, *Solicitor* de la *Supreme Court of England and Wales*;

Mme Louise Rands, assistante administrative à la *Foundation for International Environmental Law and Development*, Université de Londres.

Le Gouvernement de l'Indonésie est représenté par :

S. Exc. M. Johannes Berchmans Soedarmanto Kadarisman, ambassadeur d'Indonésie aux Pays-Bas;

M. Malikus Suamin, ministre et chef de mission adjoint à l'ambassade d'Indonésie, La Haye;

M. Mangasi Sihombing, ministre-conseiller à l'ambassade d'Indonésie, La Haye;

M. A. A. Gde Alit Santhika, premier secrétaire à l'ambassade d'Indonésie, La Haye;

M. Imron Cotan, premier secrétaire de la mission permanente d'Indonésie auprès de l'Organisation des Nations Unies, Genève;

M. Damos Dumoli Agusman, troisième secrétaire à l'ambassade d'Indonésie, La Haye.

Le Gouvernement de la République Islamique d'Iran est représenté par :

S. Exc. M. Mohammad J. Zarif, ministre adjoint aux affaires juridiques et internationales, ministère des affaires étrangères;

S. Exc. M. N. Kazemi Kamyab, ambassadeur de la République islamique d'Iran aux Pays-Bas;

M. Saeid Mirzaee, directeur, division des traités et du droit international public, ministère des affaires étrangères;

M. M. Jafar Ghaemieh, troisième secrétaire à l'ambassade de la République islamique d'Iran, La Haye;

M. Jamshid Momtaz, conseiller juridique, ministère des affaires étrangères.

Le Gouvernement italien est représenté par :

M. Umberto Leanza, professeur de droit international à la faculté de droit de l'Université de Rome «Tor Vergata», chef du service du contentieux diplomatique du ministère des affaires étrangères et agent du Gouvernement italien auprès des tribunaux internationaux, chef de délégation;

M. Luigi Sico, professeur de droit international à faculté de droit à l'Université de Naples «Frederico II»;

Mme Ida Caracciolo, chercheur auprès de l'Université de Rome «Tor Vergata».

Le Gouvernement japonais est représenté par :

S. Exc. M. Takekazu Kawamura, ambassadeur, directeur général au contrôle des armements et aux affaires scientifiques, ministère des affaires étrangères;

M. Koji Tsuruoka, directeur de la division des affaires juridiques, bureau des traités, ministère des affaires étrangères;

M. Ken Fujishita, premier secrétaire à l'ambassade du Japon, La Haye;
M. Masaru Aniya, division du contrôle des armements et du désarmement, ministère des affaires étrangères;

M. Takashi Hiraoka, maire d'Hiroshima;

M. Iccho Itoh, maire de Nagasaki.

Le Gouvernement de la Malaisie :

Dato' Mohtar Abdullah, *Attorney-General*, chef de délégation;

S. Exc. M. Tan Sri Razali Ismail, ambassadeur, représentant permanent de la Malaisie auprès de l'Organisation des Nations Unies, chef de délégation ajoint;

Dato' Heliliah Mohd. Yusof, *Solicitor-General*;

S. Exc. Dato' Sallehuddin Abdullah, ambassadeur de Malaisie aux Pays-Bas;

Dato' Abdul Gani Patail, juriconsulte et chef de la division du droit international, cabinet de l'*Attorney-General*;

Dato' R. S. McCoy, Expert;

M. Peter Weiss, Expert.

Le Gouvernement du Mexique est représenté par :

S. Exc. M. Sergio González Gálvez, ambassadeur, ministre adjoint des affaires étrangères;

S. Exc. M. José Carreño Carlón, ambassadeur du Mexique aux Pays-Bas;

M. Arturo Hernández Basave, ministre à l'ambassade du Mexique, La Haye;

M. Javier Abud Osuna, premier secrétaire à l'ambassade du Mexique, La Haye.

Le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande est représenté par :

L'Honorable Paul East, Q.C., *Attorney-General* de la Nouvelle-Zélande;

S. Exc. Madame Hilary A. Willberg, ambassadeur de la Nouvelle-Zélande aux Pays-Bas;

M. Allan Bracegirdle, directeur adjoint de la division juridique du ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur de la Nouvelle-Zélande;

M. Murray Denyer, deuxième secrétaire à l'ambassade de la Nouvelle-Zélande, La Haye;

Le Gouvernement des Philippines est représenté par :

M. Merlin M. Magallona, agent;

M. Raphael Perpetuo Lotilla, conseil;

M. Carlos Sorreta, conseil;

M. Rodolfo S. Sanchez, avocat;

M. Emmanuel C. Llana, avocat.

Le Gouvernement de Qatar est représenté par :

S. Exc. M. Najeeb ibn Mohammed Al-Nauimi, ministre de la justice;

M. Sami Abushaikha, expert juridique du Diwan Amiri;

M. Richard Meese, cabinet Frere Cholmeley, Paris.

Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord est représenté par :

Le Très Honorable sir Nicholas Lyell, Q.C., M.P., *Attorney-General*;

Sir Franklin Berman, K.C.M.G., Q.C., conseiller juridique du ministère des affaires étrangères et du Commonwealth;

M. Christopher Greenwood, conseil;

M. Daniel Bethlehem, conseil;

M. John Grainger, conseiller;

M. Christopher Whomersley, conseiller;

M. Andrew Barlow, conseiller.

Le Gouvernement de Saint-Marin est représenté par :

Mme Federica Bigi, conseiller d'ambassade, fonctionnaire en charge de la direction politique au ministère des affaires étrangères.

Le Gouvernement de Samoa est représenté par:

S. Exc. M. Neroni Slade, ambassadeur et représentant permanent du Samoa auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York;

M. Jean Salmon, professeur de droit à l'Université libre de Bruxelles;

M. James Crawford, professeur de droit international, titulaire de la chaire Whewell à l'Université de Cambridge;

M. Roger Clark, professeur à la faculté de droit de l'Université Rutgers, Camden, New Jersey;.

M. Eric David, professeur de droit à l'Université libre de Bruxelles;

Mme Laurence Boisson de Chazournes, professeur adjoint à l'Institut universitaire de hautes études internationales, Genève;

M. Philippe Sands, chargé de cours à la *School of Oriental and African Studies*, Université de Londres, et directeur juridique de la *Foundation for International Environmental Law and Development*;

M. Jacob Werksman, directeur de programme à la *Foundation for International Environmental Law and Development*;

Mme Ruth Khalastchi, *Solicitor* de la *Supreme Court of England and Wales*;

Mme Louise Rands, assistante administrative à la *Foundation for International Environmental Law and Development*, Université de Londres.

*Legality of the Use by a State of Nuclear Weapons in Armed Conflict
(Request for Advisory Opinion Submitted by the World Health
Organization)*

The World Health Organization is represented by:

Mr. Claude-Henri Vignes, Legal Counsel;

Mr. Thomas Topping, Deputy Legal Counsel.

*Legality of the Use by a State of Nuclear Weapons in Armed Conflict
(Request for Advisory Opinion Submitted by the World Health
Organization)*

and/or

*Legality of the Threat or Use of Nuclear Weapons (Request for Advisory
Opinion Submitted by the General Assembly of the United Nations)*

The Government of Australia is represented by:

Mr. Gavan Griffith, Q.C., Solicitor-General of Australia, Counsel;

The Honorable Gareth Evans, Q.C., Senator, Minister for Foreign
Affairs, Counsel;

H.E. Michael Tate, Ambassador of Australia to the Netherlands,
Counsel;

Mr. Christopher Staker, Counsel assisting the Solicitor-General of
Australia, Counsel;

Ms Jan Linehan, Deputy Legal Adviser, Department of Foreign Affairs
and Trade, Counsel;

Ms Cathy Raper, Third Secretary, Australian Embassy in the
Netherlands, The Hague, Adviser.

The Government of Costa Rica is represented by:

H.E. Mr. J. Francisco Oreamuno, Ambassador of the Republic of
Costa Rica to The Netherlands;

Mr. Carlos Vargas-Pizarro, Legal Counsel and Special Envoy of the
Government of Costa Rica;

Mr. Rafael Carrillo-Zürcher, Minister Counsellor, Embassy of
Costa Rica, The Hague.

The Government of the Arab Republic of Egypt is represented by:

H.E. Mr. Ibrahim Ali Badawi El-Sheikh, Ambassador of Egypt to the Netherlands;

Mr. George Abi Saab, Professor;

Mr. Ezzat Saad El-Sayed, Minister Counsellor, Embassy of Egypt, The Hague.

The Government of the Republic of France is represented by:

Mr. Marc Perrin de Brichambaut, Director of Legal Affairs, Ministry of Foreign Affairs;

Mr. Alain Pellet, Professor of International Law, University of Paris X and Institute of Political Studies, Paris;

Mrs. Marie-Reine Haussy, Directorate of Legal Affairs, Ministry of Foreign Affairs;

Mr. Jean-Michel Favre, Directorate of Legal Affairs, Ministry of Foreign Affairs.

The Government of the Federal Republic of Germany is represented by :

Mr. Hartmut Hillgenberg, Director-General of Legal Affairs, Ministry of Foreign Affairs;

Ms Julia Monar, Directorate of Legal Affairs, Ministry of Foreign Affairs

The Government of Indonesia is represented by:

H.E. Mr. Johannes Berchmans Soedarmanto Kadarisman, Ambassador of Indonesia to the Netherlands;

Mr. Malikus Suamin, Minister, Deputy Chief of Mission, Embassy of the Republic of Indonesia, The Hague;

Mr. Mangasi Sihombing, Minister Counsellor, Embassy of the Republic of Indonesia, The Hague;

Mr. A. A. Gde Alit Santhika, First Secretary, Embassy of the Republic of Indonesia, The Hague;

Mr. Imron Cotan, First Secretary, Indonesian Permanent Mission of Indonesia to the United Nations, Geneva;

Mr. Damos Dumoli Agusman, Third Secretary, Embassy of the Republic of Indonesia, The Hague.

The Government of the Islamic Republic of Iran is represented by:

H.E. Mr. Mohammad J. Zarif, Deputy Minister, Legal and International Affairs, Ministry of Foreign Affairs;

H.E. Mr. N. Kazemi Kamyab, Ambassador of the Islamic Republic of Iran to the Netherlands;

Mr. Saeid Mirzaee, Director, Treaties and Public International Law Division, Ministry of Foreign Affairs;

Mr. M. Jafar Ghaemieh, Third Secretary, Embassy of the Islamic Republic of Iran, The Hague;

Mr. Jamshid Momtaz, Legal Advisor, Ministry of Foreign Affairs, Tehran, Iran.

The Government of Italy is represented by:

Mr. Umberto Leanza, Professor of International Law at the Faculty of Law of the University of Rome "Tor Vergata", Head of the Diplomatic Legal Service at the Ministry of Foreign Affairs and Agent of the Italian Government before the International Courts, Head of delegation;

Mr. Luigi Sico, Professor of International Law at the Faculty of Law of the University of Naples "Federico II";

Mrs. Ida Caracciolo, Researcher at the University of Rome "Tor Vergata".

The Japanese Government is represented by:

Mr. Takekazu Kawamura, Ambassador, Director General for Arms Control and Scientific Affairs, Ministry of Foreign Affairs;

Mr. Koji Tsuruoka, Director of Legal Affairs Division, Treaties Bureau, Ministry of Foreign Affairs;

Mr. Ken Fujishita, First Secretary, Embassy of Japan in the Netherlands

Mr. Masaru Aniya, Arms Control and Disarmament Division, Ministry of Foreign Affairs;

Mr. Takashi Hiraoka, Mayor of Hiroshima;

Mr. Iccho Itoh, Mayor of Nagasaki.

The Government of Malaysia is represented by:

Dato' Mohtar Abdullah, Attorney-General - Leader;

Ambassador Tan Sri Razali Ismail, Permanent Representative of Malaysia to the United Nations in New York - Deputy Leader;

Dato' Heliliah Mohd. Yusof, Solicitor-General;

Dato' Sallehuddin Abdullah, Ambassador of Malaysia to the Netherlands;

Dato' Abdul Gani Patail, Head of Advisory and International Law Division, Attorney-General's Chambers;

Dato' Dr. R. S. McCoy, Expert;

Mr. Peter Weiss, Expert.

The Government of Marshall Islands is represented by:

The Honorable Johnsay Riklon, Senator, Rongelap Atoll, Special Envoy of the Government of the Marshall Islands;

The Honorable Theodore C. Kronmiller, Legal Counsel, Embassy of the Marshall Islands to the United States;

Mrs Lijon Eknilang, Council Member, Rongelap Atoll, Local Government.

The Government of Mexico is represented by:

H.E. Ambassador Sergio González Gálvez, Undersecretary of Foreign Relations;

H.E. Mr. José Carreño Carlón, Ambassador of Mexico to the Netherlands;

Mr. Arturo Hernández Basave, Minister, Embassy of Mexico, The Hague;

Mr. Javier Abud Osuna, First Secretary, Embassy of Mexico, The Hague.

The Government of New Zealand is represented by:

The Honorable Paul East, Q.C., Attorney-General of New Zealand;

H.E. Ms. Hilary A. Willberg, Ambassador of New Zealand to the Netherlands;

Mr. Allan Bracegirdle, Deputy Director of Legal Division of the New Zealand Ministry of Foreign Affairs and Trade;

Mr. Murray Denyer, Second Secretary New Zealand Embassy, The Hague;

The Government of Philippines is represented by:

Mr. Merlin M. Magallona, Agent;

Mr. Raphael Perpetuo Lotilla, Counsel;

Mr. Carlos Sorreta, Counsel;

Mr. Rodolfo S. Sanchez, Advocate;

M. Emmanuel C. Llana, Advocate.

The Government of Qatar is represented by:

H.E. Mr. Najeeb ibn Mohammed Al-Nauimi, Minister of Justice;

Mr. Sami Abushaikha, Legal Expert of the Diwan Amiri;

Mr. Richard Meese, Frere Cholmeley, Paris.

The Government of the Russian Federation is represented by:

Mr. A. G. Khodakov, Director, Legal Department, Ministry of Foreign Affairs;

Mr. S. M. Pounjine, First Secretary, Embassy of the Russian Federation in the Netherlands;

Mr. S. V. Shatounovski, Expert, Legal Department, Ministry of Foreign Affairs.

The Government of Samoa is represented by:

H.E. Mr. Neroni Slade, Ambassador and Permanent Representative of Samoa to the United Nations, New York;

Mr. Jean Salmon, Professor of Law, *Université libre de Bruxelles*;

Mr. James Crawford, Whewell Professor of International Law, University of Cambridge;

Mr. Roger Clark, Distinguished Professor of Law, Rutgers University School of Law, Camden, New Jersey;

Mr. Eric David, Professor of Law, *Université libre de Bruxelles*;

Mrs. Laurence Boisson de Chazournes, Assistant Professor, Graduate Institute of International Studies, Geneva;

Mr. Philippe Sands, Lecturer in Law, School of Oriental and African Studies, London University, and Legal Director, Foundation for International Environmental Law and Development;

Mr. Jacob Werksman, Programme Director, Foundation for International Environmental Law and Development;

Ms Ruth Khalastchi, Solicitor of the Supreme Court of England and Wales;

Ms Louise Rands, Administrative Assistant, Foundation for International Environmental Law and Development, London University.

The Government of San Marino is represented by:

Mrs. Federica Bigi, Official in charge of Political Directorate, Department of Foreign Affairs.

The Government of Solomon Islands is represented by:

The Honorable Danny Philip, Deputy Prime Minister and Minister for Foreign Affairs;

H.E. Ambassador Rex Horoi, Permanent Representative of Solomon Islands to the United Nations, New York;

H.E. Ambassador Levi Laka, Permanent Representative of Solomon Islands to the European Union, Brussels;

Mr. Primo Afeau, Solicitor-General for Solomon Islands;

Mr. Edward Nielsen, Honorary Consul, Solomon Islands, London;

Mr. Jean Salmon, Professor of Law, *Université libre de Bruxelles*;

Mr. James Crawford, Whewell Professor of International Law, University of Cambridge;

Mr. Eric David, Professor of Law, *Université libre de Bruxelles*;

Mrs. Laurence Boisson de Chazournes, Assistant Professor, Graduate Institute of International Studies, Geneva;

Mr. Philippe Sands, Lecturer in Law, School of Oriental and African Studies, London University, and Legal Director, Foundation for International Environmental Law and Development;

Mr. Joseph Rotblat, Emeritus Professor of Physics, University of London

Mr. Roger Clark, Distinguished Professor of Law, Rutgers University School of Law, Camden, New Jersey.

Mr. Jacob Werksman, Programme Director, Foundation for International Environmental Law and Development;

Ms Ruth Khalastchi, Solicitor of the Supreme Court of England and Wales;

Ms Louise Rands, Administrative Assistant, Foundation for
International Environmental Law and Development, London University.

The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern
Ireland is represented by:

The Right Honorable Sir Nicholas Lyell, Q.C., M.P., Her Majesty's
Attorney General;

Sir Franklin Berman, K.C.M.G., Q.C., Legal Adviser to the Foreign and
Commonwealth Office;

Mr. Christopher Greenwood, Counsel;

Mr. Daniel Bethlehem, Counsel;

Mr. John Grainger, Adviser;

Mr. Christopher Whomersley, Adviser;

Mr. Andrew Barlow, Adviser.

The Government of the United States of America is represented by:

Mr. Conrad K. Harper, Agent and Legal Adviser, U.S. Department of
State;

Mr. Michael J. Matheson, Principal Deputy Legal Adviser,
U.S. Department of State;

Mr. John H. McNeill, Senior Deputy General Counsel, U.S. Department
of Defense;

Mr. John R. Crook, Assistant Legal Adviser for United Nations
Affairs, U.S. Department of State;

Mr. D. Stephen Mathias, Legal Counsellor, Embassy of the
United States, The Hague;

Mr. Sean D. Murphy, Legal Attaché, Embassy of the United States,
The Hague;

Mr. Jack Chorowsky, Special Assistant to the Legal Adviser,
U.S. Department of State.

Le PRESIDENT : Veuillez vous asseoir, je vous prie. La Cour reprend ses audiences publiques en la double affaire de la Licéité de l'utilisation des armes nucléaires et j'appelle à la barre la distinguée représentante de Saint-Marin, Madame Federica Bigi.

Mrs. Federica BIGI: Thank you, Mr. President. My statement will be really very short.

Mr. President, Honourable Judges, the Government of the Republic of San Marino has decided to be represented in today's sitting in view of the great importance it attaches to the proceedings relative to the request for an advisory opinion submitted to this honourable Court by the United Nations General Assembly on the following question: "Is the threat or use of nuclear weapons in any circumstance permitted under international law?"

The Government of the Republic of San Marino is of the opinion that, in accordance with Article 65 of the Statute of the International Court of Justice, the Court is entitled to and should render its opinion on the question submitted by the United Nations General Assembly.

We believe that no account should be taken here of the fact that other United Nations bodies are responsible for dealing with nuclear weapons-related issues. Moreover, we are convinced that the opinion of this Court would not have any negative impact on the set of negotiations on the disarmament process which is taking place. Quite on the contrary, it would be a step forward on the difficult way to arms reduction and disarmament which, despite the many difficulties and opposition it encounters, remains the only sure way to secure a future to mankind.

We live today, Mr. President, in the presence of an unprecedented phenomenon. In fact, a few decades ago men developed a weapon with an immense destructive power which, if intentionally or unintentionally unleashed, can threaten the very existence of man and destroy the life on our planet.

Although there is no instrument of international law which specifically prohibits the use of nuclear weapons in all circumstances, the Government of the Republic of San Marino is of the view that the threat or use of these weapons is contrary to international law and morally unacceptable.

The Charter of the United Nations expressly prohibits the resort to the threat or use of force

"against the territorial integrity or political independence of any State, or in any other manner inconsistent with the purposes of the United Nations" (Art. 2, para. 4), providing for the only exception of the right of individual and collective self-defence.

If the future of mankind is to be guaranteed, the use of nuclear weapons and the threat to use them should be considered unlawful in all circumstances, since they pose a severe threat to life on earth.

Not even the right to self-defence could be a justification for the resort to nuclear weapons, since their use might lead to an irreversible and even uncontrollable situation in which self-defence measures would no longer be, as necessary, proportioned to the provocation.

We submit that the threat and the use of nuclear weapons are to be put on the same level. It is evident, in fact, that the threat does not work unless it is credible. First of all, a State which intends to use this threat has to possess a nuclear weapon - an incentive in itself to the production of nuclear devices by other States - then, it has to prove to be able to use this weapon in case of necessity. As a result, threatening may bring about the actual use of nuclear weapons.

The threat or the use of nuclear weapons are contrary to the respect for the fundamental human rights set forth in the universal declaration of human rights, in the International Covenant on Civil and Political Rights and in other regional agreements on human rights, such as the European Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms, the Helsinki Final Act and the numerous documents of the Organization for Security and Co-operation in Europe.

Even assuming that some might share the notion of a "just war", the resort to nuclear weapons could never be accepted. Today, the production, testing, possession and use of such arms pose the gravest menace to the inalienable right to life of all human beings and peoples.

Nuclear weapons present a serious challenge to the right of all to health and to a sound and uncontaminated environment. Old and recent tragic events have clearly demonstrated the catastrophic effects of nuclear weapons on the very existence and well-being of present and future generations, as well as their extensive, long-term and serious damage to the environment.

Furthermore, the threat or use of nuclear weapons represents a severe menace to peace:

mankind's paramount value. It is evident that if a State decides to stockpile nuclear weapons, its neighbouring countries will be tempted to do the same, thus causing an escalation of worrying proportions.

The general concern for an increased risk of a nuclear war - with all its devastating consequences - caused by the proliferation of nuclear weapons led to the formulation of the Non-Proliferation Treaty, to which the Republic of San Marino also adhered.

The purpose of this Treaty, clearly stated in its Preamble, is "to pursue negotiations in good faith on effective measures relating to the cessation of the nuclear arms race at an early date and to nuclear disarmament". The central importance of this commitment in today's world cannot be doubted, since the future of mankind may depend on its implementation.

The Government of the Republic of San Marino does not support the doctrine of nuclear deterrence, according to which the possession of a nuclear weapon is, in itself, a dissuasive measure. On the contrary, we believe that the possession and threat to use nuclear weapons by a State are a challenge to other States which inevitably results in a further spread of nuclear arsenals.

The arms race is contrary to the peaceful co-existence of nations, impairs international relations, reduces the possibilities of a peaceful settlement of disputes and generates suspicion.

Moreover, the use of nuclear weapons in self-defence is to be considered unlawful also under customary international law. In fact, two principles, which the belligerents should always observe, provide for the protection of civilians and the proportionality of the attack. This last rule establishes that only such an amount of violence is permissible as is reasonably proportionate to the offence. Hence, also in the case of self-defence against an attack, the resort to nuclear arms would constitute a breach of the above-mentioned principles.

As regards civilians, clear references are to be found in the 1949 Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Times of War and in its 1977 Additional Protocols on the Protection of Victims of International and Not International Armed Conflicts.

In addition, the resort to nuclear weapons - also in the case of self-defence - is contrary to the necessary respect for the inviolability of neutral States. As is well known, radioactive fallout and

other effects of the use of nuclear weapons in armed conflicts do not stop at the frontiers of the belligerent States.

A further aspect which cannot be ignored is the huge amount of money which is being spent for the production, the constant technological improvements and the consequent necessary testing of nuclear arms. In a world where millions and millions of human beings are still suffering from underdevelopment and poverty, and dying of hunger and diseases which could not be treated, is it not immoral to invest enormous financial resources in nuclear arsenals? Is not this behaviour in conflict with the international commitments undertaken by the States for the promotion of an equitable social development?

In the light of the above brief considerations, the Government of the Republic of San Marino reiterates in front of this honourable Court its firm belief that the threat or the use of nuclear weapons should constitute a breach of the obligations under international law.

The Republic of San Marino has always shared the view that if succeeding generations are to be saved from the scourge of war, all States have to co-operate and use their best endeavours to settle the disputes dividing them through peaceful means.

First of all, it is of fundamental importance to avert the risk of the use of nuclear weapons, in view of their immense destructive power, their devastating effects on mankind and the environment, and the most serious and long-term consequences.

It is necessary to change the old Latin motto "*Si vis pacem, para bellum*", "If you want peace, prepare war", into "*Si vis pacem, para pacem*", "If you want peace, prepare peace", in the conviction that a nuclear war threatens the very survival of mankind, on account of the simple fact that the States triggering off such a conflict would not be able, at a certain point, to control its effects.

The Government of the Republic of San Marino is well aware that a number of States already possess such weapons, and that those States consider the deployment of these weapons and their use as a deterrent to attack, as a fundamental factor in their security policies and in international stability.

The Republic of San Marino hopes that the dismantling of all nuclear arsenals may become a reality in the near future, and submits that the adoption of measures conducive to a progressive arms reduction, as well as negotiations and agreements among the nuclear-weapon States, are a fundamental prerequisite for the achievement of this goal. At a multilateral level conventional rules banning the use of nuclear weapons should be adopted, in the context of a general and complete disarmament process.

On behalf of the Government of the Republic of San Marino, I conclude my very short statement by expressing this ambitious wish, which cannot be considered as mere utopia simply on account of its optimistic message. Thank you, Mr. President.

Le PRESIDENT : Je remercie la distinguée représentante de Saint-Marin pour son exposé oral. Ainsi s'achève la participation de la République de Saint-Marin. J'appelle maintenant à la barre les distingués représentants de Samoa, et commence par appeler S. Exc. M. Tuiloma Neroni Slade, ambassadeur et représentant permanent de Samoa auprès des Nations Unies, à prendre la parole.

Mr. Neromi SLADE: Mr. President, Members of the Court, in my present capacity as Permanent Representative of Samoa to the United Nations, as well as a former Attorney-General for my country, I have the honour to present this opening address on behalf of the independent State of Western Samoa.

1. In doing so, I commence a presentation which interrelates with the presentations to be made on behalf of the Marshall Islands and the Solomon Islands. For all three States the moment is historic and of the highest importance. For each it is the very first time it has been heard in proceedings before this Court, the principal judicial organ of the United Nations.

A co-ordinated approach

2. The Marshall Islands, Solomon Islands and Samoa have a common viewpoint on the two questions before the Court, and counsel who will follow me will represent that common viewpoint in a co-ordinated way. We hope thereby to avoid repetition and to focus on the critical

issues.

3. At the same time, each State holds to its own position; and the representatives of each will address the Court to offer the individual perspective of their respective country.

Small island States: the concerns

4. The Court will recognize the three countries as amongst those which sought to intervene in recent proceedings before this Court brought by New Zealand against France concerning French nuclear testing in the South Pacific. Then, as now, the Marshall Islands, Solomon Islands and Samoa have spared no effort in the preparation of written materials and in their endeavours to be heard. It is the measure of their very deep feelings about nuclear weapons, feelings going back to the first use of nuclear weapons, which occurred in the Pacific region in 1945. The experience of our peoples with nuclear weapons, their situation of extreme vulnerability, and their conviction that these weapons are bad in themselves, bad for the human species and for the planet, underlie our submissions. These considerations underpin the legal conviction we share that the threat or use of nuclear weapons is illegal under present international law.

5. The Marshall Islands, Solomon Islands and Samoa are all small developing island States. They belong to a region recognized under the Convention for the Protection of the Natural Resources and Environment of the South Pacific (the Noumea Convention) as having "special hydrological, geological and ecological characteristics" with "unique environmental quality" and "special requirements". To this Court they come with clean hands. But they come also with every sense of responsibility, for they represent a gathering in this Court of all the major cultures of the Pacific Ocean dwellers: the Micronesian peoples to the north-west, those that occupy the heartland of Melanesia in the south-west and Central Pacific, and the Polynesians to the east.

6. All three States are members of the United Nations and of the South Pacific Forum, the principal political organization of the region. Through the Forum, the Marshall Islands, Solomon Islands and Samoa, along with other Member States, have expressed their belief in the need for the elimination of all nuclear weapons and their opposition to all nuclear testing.

7. The three States are parties to the multilateral instruments pertaining to climate change,

biodiversity, law of the sea and fisheries and pollution of the marine environment. They were among the founding members of the Alliance of Small Island States (AOSIS) which played a key part in the United Nations Conference on Environment and Development in 1992 and in the negotiations on the United Nations Framework Convention on Climate Change.

8. In recent years the small island States, now totalling almost 20 per cent of the United Nations membership, have become a voice of substance and, we would like to think, a constructive voice in the promotion of international law. For example, we have sought assurances as to the non-use of nuclear weapons against non-nuclear weapon States. We have expressed our concerns at sea transportation of dangerous and radioactive material. We have assisted in formulating global programmes of action for economic and environmental sustainability and in the ongoing multilateral negotiations under the Climate Change and Biodiversity Conventions.

9. The Marshall Islands, Solomon Islands and Samoa have been either co-sponsors or supporters of the General Assembly resolutions on the need for a comprehensive nuclear test ban treaty. In the last two years such resolutions have been adopted by consensus.

10. All three States are parties to the Non-Proliferation Treaty. At the NPT Review and Extension Conference in May 1995 they supported the indefinite extension of the Treaty and the adoptions of the principles and objectives for nuclear non-proliferation and disarmament. Incidentally, the indefinite extension of the NPT refutes the suggestion made by some States that the present requests for advisory opinions would interfere with disarmament negotiations.

11. Solomon Islands and Samoa are parties to the South Pacific Nuclear Free Zone Treaty, the Treaty of Rarotonga, by which the peoples of the South Pacific have declared their desire to live in a nuclear-free region. Like the Treaty for the Prohibition of Nuclear Weapons in Latin America, the Treaty of Tlatelolco, the Treaty of Rarotonga is a conscientious effort at nuclear disarmament and non-proliferation. In this respect, we welcome the recently announced intention of France, the United Kingdom and the United States to join the other nuclear powers in signing the Protocols to the Treaty of Rarotonga.

12. Mr. President, while on the subject of France's position in relation to nuclear weapons in

the South Pacific, I have to say two things. The *first* is that we remain outraged about French nuclear testing and the disrespect France is thereby showing our region. Our three Governments hold to the view that French nuclear testing is contrary to international law, as we contended in the requests and declarations submitted to this Court in August 1995. We say that these dangerous experiments by France are being resumed in disregard of humanitarian and environmental considerations, in breach of international undertakings and, in particular, of French obligations under the Noumea Convention. In this respect, we draw some comfort from the careful and express references to the Noumea Convention made by the Court in paragraph 63 of its Order of September 1995, as well as from its reference to the obligations of States to respect and protect the natural environment in paragraph 64 of the Order.

13. The *second* thing, Mr. President, however, is that the Court is not asked in these proceedings to address issues of the legality of nuclear testing, whether by France in the South Pacific or by any other State anywhere else. The substantive issue put to the Court relates to the legality of the *use* or the *threat* of use of nuclear weapons. Although a number of States in their observations have addressed the issues of possession and testing, those issues are not, in our view, the subject of the requests, nor is the Court called on to deal with them. The issue for the Court is the legality of the threat or use of nuclear weapons, weapons of an indiscriminate character, weapons of mass destruction. There can be no doubt in any case whether such a weapon had been used. Threats are perhaps less tangible, but there is in the Charter and in general international law a clear distinction between mere possession of a weapon and an actual existing threat as to its use. It is the threat or use which concerns the Court here.

Why the Court should respond

14. Mr. President, Members of the Court, measured against their many competing priorities, the Court will agree that our three small island States have devoted a significant amount of attention to the nuclear weapons issue. The Court will, we hope, have no difficulty in acknowledging the reality of our concerns, and the extent of the efforts we have made to assist the Court in responding to the two questions. But why should the Court respond? These are no doubt complex, highly

charged issues, on which there are conflicting views. Emphasizing this complexity, some States have proposed a simple solution for the Court. That simple solution appears to be: *inter armis leges silent*. In other words amidst the clash of nuclear arms the law is silent. So too, they say, should the Court be silent. Mr. President, this implication, this view, the Court must reject, and reject it unequivocally. Both aspects of the law relating to armed conflict, the *jus ad bellum* and the *jus in bello*, are fully applicable to the use or threat of nuclear weapons. The Court has a historic opportunity - and, we say, a historic responsibility - to make this clear to all States, including the most powerful.

15. For reasons to be detailed by our counsel, we contend that this Court has competence to render the advisory opinions in response to the requests both from WHO and the General Assembly, and that there are no compelling reasons not to do so. On the contrary, to answer the questions is the clear preference of the great majority of States which have been engaged in these proceedings; and we share fully the view that the advice of the Court would be timely, would be appropriate and would be of practical value.

16. The rule of law and the protection it can offer in the regulation of international affairs, are of paramount importance to small States. They are an indispensable antidote to our sense of vulnerability, and to the insecurity we are, at times, forced to endure. Having the guidance of the Court on the issue of nuclear weapons is thus of the greatest importance. We believe very deeply that the occasion of the requests from WHO and from the General Assembly gives this Court the opportunity to clarify an important question of international law, to emphasize the relevance of international law, and to underscore the commitment of the international community to the development in the application of the rule of law in international relations.

17. We urge the Court not to forego this, perhaps unique moment, to pronounce on the illegality of such threat or use of nuclear weapons and to do so forthrightly and with assurance.

Samoa's emphasis

18. Mr. President, Members of the Court, I should now turn to touch briefly on some six aspects that will be emphasized on behalf of my country.

(1) The competence of WHO

19. Samoa strongly contends that WHO is competent to make the present request.

20. WHO was the first specialized agency which Samoa joined, back in 1962, shortly after its independence and some 14 years before we joined the United Nations. That was a decision taken in light of limited resources, and in full understanding of the significance of WHO's work for the well-being and the security of the people of Samoa.

21. Samoa sees WHO as a professional organization which seeks to harness a specialized field of expertise. Its functions are not confined to merely technical matters. The very first sentence of the WHO Constitution insists that certain "principles" which follow in the Preamble are "basic to the happiness, harmonious relations and security of all peoples". The first of these principles is that "Health is a state of complete physical, mental and social well-being and not merely the absence of disease or infirmity." It is difficult to live in the shadow of nuclear annihilation and be in "a state of complete physical, mental and social well-being". We draw particular attention to the detailed arguments in favour of WHO's competence which will be presented by Professor Boisson de Chazournes.

(2) The competence of the United Nations General Assembly

22. We do not believe that the competence of the General Assembly to request an advisory opinion has been seriously contested and we see no need to repeat here our written submissions on that.

(3) The interpretation of the questions asked

23. It is apparent to us that the World Health Assembly and the General Assembly acted deliberately: their questions aim at a clear yes or no answer. Some clarification of what was intended may, however, be necessary, particularly in the case of the General Assembly's question.

24. In our view, WHO's question presents little problem. It is couched in the language of State responsibility and asks whether a State breaches its obligations under international law by using nuclear weapons in "war or other armed conflict". We take this to be a reference to use by a

State both against another State or other international legal person, and against its own people. The question does not ask about mere possession.

25. There is, by contrast, an issue about the clarity of the question posed by the General Assembly. This was recognized by counsel for France. There can, however, be little doubt about what the General Assembly intended. The three States understand the General Assembly's question to correspond with Judge Vereschetin's second formulation. Thus the Court is asked whether there are some circumstances in which the threat or use of nuclear weapons is permitted under international law.

26. The General Assembly's question also introduces a new element, that of a "threat". We understand a threat to occur when a State clearly expresses an intention (albeit contingent) to use nuclear weapons against another designated State or a population in particular circumstances. Respectfully we refer the Court to paragraph 3.5 of the Solomon Island's statement on the General Assembly's request. In addition, although the General Assembly's question is not expressly limited in respect of either persons or context, we take it to be concerned, like WHO's question, with the use by States in "war or other armed conflict", as I have explained that term, and with issues of State responsibility in such an event.

27. Like WHO's, the General Assembly's question does not ask about possession of nuclear weapons; it asks about use or threat. Possession is neither use nor threat of use, as we understand it.

(4) The issue of discretion

28. Samoa also urges that this Court exercise its discretion in favour of answering the questions asked by WHO and the General Assembly. General international law has, we believe, developed to the point where it is now appropriate to declare the illegality of the use or threat of use of nuclear weapons. Taking that step is, we submit, a useful one to the organizations concerned as they endeavour to proceed to the ultimate goal of total elimination of weapons themselves and thereby of the dangers of use which their possession presents.

29. I note in this context that the Court is being asked to act within its judicial role and within

the bounds of its traditional methodology based on its Statute. It is not being asked to be a legislator, or to fashion a régime for nuclear disarmament. It is being asked to declare a position which we believe is established in current international law.

30. Samoa supported the indefinite extension of the Non-Proliferation Treaty. We believe that an opinion from the Court will assist with the implementation of Article VI of the Treaty. We further believe that a pronouncement of illegality will enhance the process of negotiation which remains to be carried out by emphasizing the illegality of the use or threat of use of nuclear weapons, and will help to affirm the ultimate need for nuclear disarmament under suitable control arrangements.

(5) Citizen involvement

31. The Government of the United Kingdom notes in its submission on the General Assembly's request (p. 1) that the requests:

"are the result of a sustained campaign by a group of non-governmental organizations ... which have long been active in promoting what they have termed 'The World Court Project,' ...".

32. My Government is not at all offended by the involvement of NGOs in this matter. The United Nations Charter begins with the lofty words:

"We the Peoples of the United Nations determined to save succeeding generations from the scourge of war, which twice in our lifetime has brought untold sorrow to mankind ..."

One might consider the reference to the "peoples" as no more than a pious phrase, a conceit perhaps, were it not for Article 71 of the Charter which gives an institutionalized standing to those NGOs which have consultative status. The Charter takes NGOs seriously. Indeed Article 66 of the Statute of this Court empowers the Court to avail itself in advisory proceedings of information furnished by NGOs. The United Nations and WHO are strengthened by the efforts of NGOs, inconvenient and demanding as those bodies may sometimes be.

(6) The proper answer to the questions

33. Mr. President, the element I want to refer to is the proper answer to the questions.

34. Judge Altamira put it nicely in his dissent in the *Lotus* case (*P.C.I.J., Series A, No. 10*, 1927, p. 106). Speaking of the process of development of customary law, he said:

"Often in this process there are moments in time in which the rule, implicitly discernible, has not yet taken shape in the eyes of the world, but is so forcibly suggested by precedents that it would be rendering good service in the cause of justice and law to assist its appearance in a form in which it will have all the force rightly belonging to rules of positive law ..."

35. Our position, simply put, is this: on a fair application of the sources of law contained in Article 38 of the Court's Statute, the answer to WHO's question is "Yes", and the answer to the General Assembly's question: "There are no circumstances in which the threat or use of nuclear weapons would be permitted under international law". In terms of WHO's question, in view of the health and environmental effects, the use of nuclear weapons by a State in war or other armed conflict would be a breach of its obligations under international law, including the WHO Constitution. In terms of the General Assembly's question, the threat or use of nuclear weapons is not in any circumstance permitted under international law.

36. The conclusions in the Solomon Islands written observations spell out the framework of the detailed legal analysis which supports these answers. The written submissions of the Marshall Islands and of Samoa support the same analysis.

37. Mr. President, Members of the Court, that completes the substance of what I have to say in these introductory remarks. With your permission we propose to continue our coordinated presentation in the following manner:

- Professor Boisson de Chazournes, counsel for Samoa, will first address the Court on issues of competence and propriety;
- Professor Roger Clark, counsel for Samoa, will follow with some submissions on the applicable law and particularly on sources of law.

There will follow the presentation by the Marshall Islands, which will be introduced by the Honourable Theodore Kronmiller. But first, Mr. President, I would ask you to call on

Professor Boisson de Chazournes.

Thank you for your patient attention, Mr. President, Members of the Court. May it please the Court.

The PRESIDENT: I thank very much His Excellency Ambassador Tuiloma Neroni Slade for his statement. I now give the floor to Mrs. Laurence Boisson de Chazournes, professeur à l'Institut universitaire des hautes études internationales de Genève.

Mme BOISSON DE CHAZOURNES : Monsieur le Président, Madame et Messieurs de la Cour, m'adressant à la Cour pour la première fois, je voudrais tout d'abord exprimer l'immense honneur que je ressens aujourd'hui.

Questions de compétence et d'opportunité

J'ai pour tâche de montrer que l'Assemblée générale des Nations Unies et l'Organisation mondiale de la Santé sont compétentes pour demander un avis à la Cour et que la Cour devrait rendre les avis demandés par les deux institutions. Je ne développerai que certaines questions, me permettant pour les autres problèmes de renvoyer la Cour aux observations écrites présentées par les Gouvernements de Samoa et des Iles Salomon.

L'Assemblée générale des Nations Unies et l'Organisation mondiale de la Santé sont compétentes pour demander un avis à la Cour

Les deux résolutions demandant un avis consultatif à la Cour ont été adoptées à une large majorité, les Etats Membres jugeant qu'il était essentiel au regard des activités de chacune des organisations, de connaître le statut du recours aux armes nucléaires en droit international. Il est vrai que certains Etats se sont opposés à de telles demandes, voulant éviter à tout prix que la Cour ne dise le droit, pour laisser ainsi les questions dans le flou. Toutefois, loin d'infirmier la compétence des institutions à demander des avis, ces manœuvres soulignent la nécessité pour ces dernières d'être éclairées par la Cour sur des questions de droit qui divisent leurs Etats Membres.

La demande d'avis consultatif présentée par l'Assemblée générale des Nations Unies

L'article 96 de la Charte des Nations Unies, en son paragraphe 1, prévoit que l'Assemblée générale peut demander un avis sur toute question juridique. L'organe peut donc demander un avis sur toute question qui se pose dans le cadre de ses compétences. Celles-ci sont générales, nous dit l'article 10 de la Charte, et s'étendent à toutes les questions ou affaires rentrant dans le cadre de la Charte. La faculté pour l'Assemblée générale à demander un avis ne sera alors exclue que si les questions qu'elle adressait à la Cour ne ressortaient pas du cadre de la Charte.

Tel n'est évidemment pas le cas dans les circonstances présentes. La Charte, en son article 11, reconnaît compétence à l'Assemblée générale dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Plus précisément, sa compétence dans le domaine de la promotion du désarmement nucléaire est depuis longtemps établie⁴. L'Assemblée s'est, en effet, depuis les années cinquante, préoccupée de cette question fondamentale. Ses activités normatives et paranormatives, riches, fournies et conséquentes, témoignent de son intérêt réel et direct en ce domaine.

En 1994, la décision fut prise de se tourner vers la Cour. L'organe démocratique de l'Organisation considère, en effet, qu'il est nécessaire de voir clarifier le statut du recours aux armes nucléaires par l'organe juridictionnel approprié du système des Nations Unies. L'Assemblée pourra ainsi mieux remplir le mandat qui est le sien et dont l'importance fut réaffirmée, au printemps 1995, lors de la conférence sur la prolongation du traité sur la non-prolifération⁵.

Lors du vote de la résolution de l'Assemblée mondiale de la Santé demandant un avis à la Cour, certains Etats furent bien imprudents. Ignorant que l'Assemblée générale allait confirmer l'intérêt de la communauté internationale à voir cette question éclaircie, ils plaidèrent pour la compétence de l'Assemblée générale. Ils ont sans aucun doute dû beaucoup regretter leurs déclarations... Ces prises de position ont été rappelées par le conseiller juridique de l'Organisation mondiale de la Santé lors de son intervention orale devant la Cour⁶. Elles témoignent bien, s'il en était besoin, du caractère incontestable de la compétence de l'Assemblée générale à demander un avis.

⁴En ce sens, CR 95/26, p. 19.

⁵NPT/CONF.1995/L.5, 9 mai 1995.

⁶CR 95/22, p. 31.

La compétence de l'Assemblée générale à demander un avis à la Cour sur la légalité de la menace et de l'emploi des armes nucléaires ne fait, Monsieur le Président, Madame et Messieurs de la Cour, aucun doute. L'organe agit dans le cadre de ses compétences, telles que définies par la Charte des Nations Unies. Aucun Etat n'a d'ailleurs contesté la compétence de l'Assemblée générale à demander un tel avis. En effet, les détracteurs de la demande de l'Assemblée générale se sont cantonnés à demander à la Cour de refuser de rendre l'avis demandé, sans mettre en cause le droit de l'Assemblée générale à adresser cet avis à la Cour.

La demande présentée par l'Organisation mondiale de la Santé

La Cour a devant elle une autre demande d'avis, présentée par une institution spécialisée importante du système des Nations Unies, à savoir l'Organisation mondiale de la Santé. Cette organisation a décidé conformément au paragraphe 2 de l'article 96 de la Charte des Nations Unies et à l'article X de l'accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation mondiale de la Santé de demander un avis consultatif sur une question juridique qui se pose dans le cadre de ses activités.

La question du statut juridique de l'utilisation des armes nucléaires, compte tenu de leurs effets sur la santé et l'environnement, relève sans aucun doute de la compétence de l'organisation.

Il est à peine besoin de rappeler les articles 1 et 2 de la charte constitutionnelle de l'OMS. Ces dispositions confèrent compétence à l'Organisation pour faire face aux conséquences de l'emploi des armes nucléaires. La pratique de l'OMS est là pour en témoigner. L'OMS porte son attention depuis fort longtemps sur les conséquences des radiations nucléaires comme l'a si éloquemment rappelé le conseiller juridique de l'Organisation⁷.

Parmi ces conséquences, celles découlant du recours aux armes nucléaires en temps de conflit armé ont acquis un rang de première importance sur l'agenda de l'Organisation. Au cours des années 1980, un groupe d'experts de l'OMS en a évalué les effets catastrophiques et les conclusions et recommandations de ce groupe d'experts n'ont fait l'objet d'aucune contestation. Véritablement apocalyptiques sur ce que l'on a couramment dénommé l'hiver nucléaire, ces rapports ont alarmé un

⁷CR 95/22, p. 24. Voir l'exposé écrit du Gouvernement des Iles Salomon, p. 9-14.

très grand nombre de personnes, qu'ils soient des représentants politiques ou des représentants de la société civile. On comprend dès lors très aisément que les Etats membres de l'OMS se soient interrogés sur les actions à entreprendre pour faire face à un tel péril. La question du statut juridique des armes nucléaires revêt, dans ce contexte, une importance indéniable.

La question de l'emploi des armes nucléaires n'est donc pas nouvelle pour l'Organisation. Elle s'inscrit dans un *continuum*. En effet, l'appréhension des radiations nucléaires impliquait nécessairement que l'Organisation se soucie des conséquences de l'utilisation des armes nucléaires. Ayant évalué l'étendue dramatique des effets en ce domaine, l'Organisation devait alors décider des stratégies et actions à entreprendre en de telles circonstances. C'est bien dans ce contexte que la demande d'avis trouve sa place. Il ne peut pas être contesté que les choix et priorités d'une organisation doivent nécessairement être guidés par des considérations de légalité.

L'Assemblée générale des Nations Unies a apporté son soutien à l'OMS, lorsque, adoptant sa propre résolution demandant un avis à la Cour, elle se félicita par la même occasion de la résolution 46/40 de l'Assemblée mondiale de la Santé demandant un avis à la Cour. Comme l'a mis en lumière la question posée par M. Shi, le fait que l'Assemblée générale ait fait référence à la résolution de l'Assemblée mondiale de la Santé est particulièrement significatif. Cette mention dans les considérants de la résolution de l'Assemblée générale indique incontestablement que cet organe n'a pas considéré que l'Assemblée mondiale de la Santé dépassait ses compétences aux dépens des siennes. L'Assemblée générale a ainsi pleinement reconnu la validité de la résolution de l'Assemblée mondiale de la Santé, ainsi que la pertinence de la question posée au regard des activités de l'Organisation.

Les armes nucléaires ne sont pas les seules armes de destruction massive ayant retenu l'attention de l'OMS. L'Organisation s'est aussi souciée des effets découlant de l'emploi des armes chimiques et bactériologiques et elle a, dans ce contexte, porté son attention sur les conditions juridiques relatives à leur emploi⁸. La démarche de l'OMS n'est donc en rien singulière, ni nouvelle, lorsqu'elle porte son attention sur les armes nucléaires.

⁸Voir les observations écrites sur les exposés écrits présentées par le Gouvernement des Iles Salomon sur la demande d'avis soumise par l'OMS, p. 13-14.

On a aussi voulu brandir le principe de spécialité dans une interprétation très formelle, pour contester à l'OMS sa compétence à demander un avis⁹. Cette attitude traduit en réalité une volonté clairement affichée de ne pas tenir compte du fait que si l'Organisation veut être éclairée sur le statut du recours aux armes nucléaires, c'est précisément pour définir au mieux son action dans le domaine de compétences qui est le sien, à savoir le domaine des effets sur la santé et l'environnement. C'est donc bien une question qui se pose dans le cadre de ses activités, comme l'impose le paragraphe 2 de l'article 96 de la Charte des Nations Unies.

Monsieur le Président, Madame et Messieurs de la Cour, l'Assemblée générale des Nations Unies et l'Organisation mondiale de la Santé ont un intérêt significatif, dans le cadre des compétences qui leur sont propres, à obtenir une réponse de la Cour.

La Cour devrait rendre des avis consultatif en réponse aux demandes formulées par l'Assemblée générale des Nations Unies et l'Organisation mondiale de la Santé

Ces deux institutions s'adressent à la Cour en tant qu'organe judiciaire principal des Nations Unies sollicité dans le cadre de sa fonction consultative. Le Gouvernement de Samoa pense que la Cour jouera le rôle qui est le sien depuis sa création. Ce rôle est celui d'éclairer et d'informer un organe ou une institution du système des Nations Unies sur les aspects juridiques d'une question. Est-il besoin de rappeler que la Cour joue un rôle déterminant au sein des Nations Unies en tant que principal organe judiciaire qui apporte sa contribution juridique au bon fonctionnement du système¹⁰. La Cour garantit le respect de la règle de droit dans l'accomplissement des activités des institutions qui sollicitent sa coopération.

La Cour siège aujourd'hui en exercice de sa fonction consultative, et non dans le cadre de ses compétences contentieuses. Cet aspect mérite d'être relevé car nombre d'Etats ayant présenté des observations écrites et orales semblent oublier cette distinction, pourtant fondamentale pour l'administration de la justice internationale. La Cour n'est pas sollicitée pour régler un différend

⁹CR 95/23, p. 53.

¹⁰CR 95/28, p. 22.

interétatique au sens de l'article 36 du Statut de la Cour, mais bien pour apporter son aide à deux institutions du système des Nations Unies, l'Assemblée générale des Nations Unies et l'Organisation mondiale de la Santé. Ces deux organisations ont rencontré un problème de droit dans le cadre de l'accomplissement de leurs activités et se sont adressées à la Cour afin qu'elle les éclaire sur cette question. Les conditions propres au contentieux judiciaire n'ont donc pas lieu d'être invoquées par les Etats qui, participant à la procédure, interviennent en tant que Membres des Nations Unies et non, est-il besoin de le rappeler, comme parties à une instance contentieuse. Rendant l'avis sur *l'Interprétation des traités de paix*, la Cour avait rappelé de manière très pénétrante la nature particulière de la procédure consultative. Elle avait précisé :

«qu'aucun Etat, Membre ou non Membre des Nations Unies, n'a qualité pour empêcher que soit donné suite à une demande d'avis dont les Nations Unies, pour s'éclairer dans leur action propre, auraient reconnu l'opportunité».

Et elle avait ajouté :

«L'avis est donné par la Cour non aux Etats, mais à l'organe habilité pour le lui demander; la réponse constitue une participation de la Cour, elle-même «organe des Nations Unies», à l'action de l'Organisation et, en principe, elle ne devrait pas être refusée.»¹¹

Il n'est, dans le cas présent, en aucun cas question pour la Cour de s'immiscer dans le règlement d'un différend interétatique qui la conduirait à «se départir des règles essentielles qui dirigent son activité de tribunal, même lorsqu'elle donne des avis consultatifs»¹². C'est, on s'en souvient, cet argument, à tout point justifié au titre de la préservation de l'intégrité de la fonction consultative, qui avait amené la Cour à refuser de rendre un avis en l'affaire de la *Carélie orientale*. Affaire unique en son genre et pourtant si souvent citée...

Comme l'a rappelé M. Abi-Saab dans son intervention au nom de l'Egypte¹³, cette affaire ne peut en aucun cas servir de précédent ayant force de principe pour qui voudrait établir le principe de la compétence discrétionnaire de la Cour en matière consultative. Si la Cour permanente a refusé de

¹¹*Interprétation des traités de paix*, C.I.J. Recueil 1950, p. 71.

¹²*Statut de la Carélie orientale, avis consultatif, 1923, C.P.J.I. série B n° 5*, p. 29.

¹³CR 95/23, p. 26.

rendre un avis en l'affaire de la *Carélie orientale*, c'était pour des raisons qui tenaient au bon fonctionnement de la justice internationale et non à une appréciation de l'opportunité de rendre un avis. Il en allait uniquement du principe fondamental du consentement à la juridiction. En aucun cas, il ne fut question de savoir s'il serait opportun ou non pour la Cour de donner un avis. Rien ne sert donc de faire jouer à l'affaire de la *Carélie orientale* le rôle emblématique de la statue du Commandeur dans Don Juan. Dans le cadre de ces deux affaires, de ces deux demandes d'avis, l'intégrité judiciaire de la Cour n'est absolument pas en jeu.

Précisons aussi un fait qui n'est qu'évidence puisqu'aucun Etat ne l'a contesté. Dans la situation présente, on ne peut en aucun cas arguer de l'existence d'une controverse née indépendamment des débats de l'Assemblée générale et de l'Assemblée mondiale de la Santé, qui pourrait alors conduire la Cour à décliner sa compétence. Au risque de paraphraser la Cour dans son avis sur le *Sahara occidental*, on doit considérer que s'il existe une controverse juridique, «c'est une controverse qui a surgi lors des débats de l'Assemblée générale» et de l'Assemblée mondiale de la Santé au sujet de problèmes traités par ces deux institutions¹⁴. La Cour peut donc pleinement exercer les fonctions qui sont les siennes.

La Cour, à raison, a toujours considéré qu'elle devait rendre un avis lorsqu'une question de nature juridique lui était adressée par un organe des Nations Unies ou une institution spécialisée. Les organes et institutions spécialisées du système des Nations Unies n'ont d'ailleurs jamais abusé de leurs prérogatives¹⁵. L'Organisation mondiale de la Santé et l'Assemblée générale des Nations Unies sont fidèles à cet esprit et la Cour ne peut que considérer qu'en répondant à ces demandes, elle assume les fonctions de «Cour de Justice»¹⁶ qui lui ont été dévolues par la Charte des Nations Unies.

Contrairement à ce qui a été soutenu par certains, il s'agit de deux questions juridiques, au contenu très concret, qui sont en tout point respectueuses de la fonction judiciaire de la Cour. Il est, en effet, demandé à la Cour de déterminer l'existence d'un principe, celui de l'interdiction de la

¹⁴*Sahara occidental, C.I.J. Recueil 1975*, p. 25, par. 34.

¹⁵A ce jour, vingt avis consultatifs ont été rendus par la Cour, *C.I.J. Annuaire 1993-1994*, n° 48, p. 6-7.

¹⁶*Statut de la Carélie orientale, avis consultatif, 1923, C.P.I.J. série B n° 5*, p. 29.

menace et de l'usage des armes nucléaires, et d'en clarifier la portée.

Ces questions ne sont donc pas de nature purement politique, ce que pourtant veulent laisser entendre certains Etats pour donner acquis qu'il n'y a pas de règle de droit à appliquer. Tel n'est évidemment pas le cas. Cette manœuvre n'a pour but que d'empêcher la Cour de dire le droit et de mettre à jour les contradictions juridiques des tenants de la licéité du recours aux armes nucléaires.

Les questions qui sont adressées à la cour présentent certes des contours politiques, ainsi que l'ont admis toutes les délégations qui se sont exprimées devant la Cour. Mais, la Cour l'a souligné de manière constante et notamment lors du premier avis demandé par l'Organisation mondiale de la Santé, les aspects politiques des questions qui sont adressées à la Cour ne l'empêchent en aucune manière de se prononcer sur les problèmes de droit. La cour avait même ajouté à cette occasion qu'elle «n'a pas à traiter des mobiles qui ont pu inspirer la requête», dès lors que les questions sont juridiques. En l'espèce, les deux questions qui vous sont posées sont bien des questions juridiques.

Toujours en la même affaire, comme pour mieux rappeler l'essence de la fonction judiciaire qui est la sienne, la Cour avait remarqué :

«qu'en fait, lorsque des considérations politiques jouent un rôle marquant il peut être particulièrement nécessaire à une organisation internationale d'obtenir un avis de la Cour sur les principes juridiques applicables à la matière en discussion, surtout quand ces principes peuvent mettre en jeu l'interprétation de sa constitution»¹⁷.

Tel est le cas en l'espèce. Les avis demandés portent sur les problèmes de droit qui revêtent une grande importance pour le devenir des deux organisations, tout comme pour celui de l'humanité dont ces organisations ont pour vocation première d'assurer et promouvoir le bien-être. Le préambule de la Charte des Nations Unies et son article 1, tout comme le préambule de la chartre constitutionnelle de l'OMS et son article 1, énoncent très clairement cette exigence.

Monsieur le Président, Madame et Messieurs de la Cour, les réponses que la Cour apportera aux institutions témoigneront du rôle que la Cour entend jouer pour favoriser le mieux-être de l'humanité, encore très éprouvée, cinquante ans après la création des Nations Unies¹⁸. Est-il besoin

¹⁷*Interprétation de l'accord du 25 mars 1951 entre l'OMS et l'Egypte, avis consultatif, C.I.J. Recueil 1980, p. 87, par. 33.*

¹⁸En ce sens, CR 95/26, p. 24.

de rappeler que les pères fondateurs de la Charte, à la différence de leurs prédécesseurs de la Société des Nations, ont arrimé structurellement la Cour à l'Organisation¹⁹. C'est dire qu'ils voulaient voir la Cour assumer pleinement ses compétences judiciaires au sein de l'Organisation des Nations Unies.

Certains Etats allèguent du caractère abstrait des questions posées pour prétendre que la Cour devrait refuser de se prononcer²⁰. En l'espèce, il faut le rappeler, les questions posées ne sont pas abstraites, ni peu explicites. Elles sont concrètes et ont des incidences pratiques considérables.

Mais revenons sur l'allégation du caractère abstrait des questions adressées à la Cour. Il faut rappeler à nos contradicteurs certains *dicta* de la Cour. A plusieurs reprises, l'organe judiciaire a précisé qu'il peut rendre un avis sur toute question juridique, abstraite ou mettant «en jeu des faits»²¹. La Cour a même, à certaines occasions, reformulé, sous une forme plus abstraite, des questions qui lui avaient été adressées, afin de pouvoir mieux en dégager la teneur juridique²². Le spectre des questions qui peuvent être posées à la Cour est donc large.

Les demandes d'avis de l'Assemblée générale et de l'Assemblée mondiale de la Santé posent des questions abondamment débattues. Il n'est pas question pour la Cour de rédiger un traité de droit international général, comme l'ont affirmé certains Etats²³. S'inspirant des diverses conclusions très concrètes qui lui ont été proposées par de nombreux Etats ici présents, la Cour peut dire pour droit quelques propositions de principe qui doivent gouverner la matière.

Il importe aussi de souligner que cette prise à partie du caractère abstrait des questions posées recouvre d'autres allégations qui ne sont, Monsieur le Président, pas fondées. Si par abstrait, on doit comprendre que les questions ne s'appliquent pas à un usage concret de l'arme atomique, on ne peut que légitimement espérer que la situation présente ne change pas, tout en saluant respectueusement la

¹⁹Selon les paroles de M. Bedjaoui à l'occasion du 50^e anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, Institut de droit international, session de Lisbonne, 25 août 1995.

²⁰CR 95/22, p. 34.

²¹*Namibie, C.I.J. Recueil 1971*, p. 27, par. 40.

²²*Conditions d'admission d'un Etat comme Membre des Nations Unies, C.I.J. Recueil 1947-48*, p. 61.

²³CR 95/23, p. 62.

mémoire des très nombreuses victimes qui ont péri à la suite du bombardement d'Hiroshima et de Nagasaki. On peut aussi ajouter que c'est précisément pour faire face à de telles situations que les institutions se sont adressées à la Cour afin d'orienter au mieux leurs activités.

Si encore par abstrait, il fallait comprendre que la menace d'un recours aux armes nucléaires, ou même leur utilisation, ne seraient que pure fiction, il faut vite démasquer le mensonge et bien dire qu'il y a toujours des risques sérieux de recours aux armes nucléaires²⁴. Et c'est bien pour cette raison que l'OMS et l'Assemblée générale s'adressent à la Cour afin de pouvoir orienter leurs activités dans le cadre de leurs mandats respectifs.

En outre, les pourfendeurs du soi-disant caractère abstrait que présenteraient les questions posées à la Cour ne sont pas à un paradoxe près. Tout en s'alarmant du caractère, prétendent-ils, trop politique des questions posées à la Cour, ils décrivent aussi leur caractère trop abstrait, voire trop spéculatif. Une réponse à ces questions n'aurait, disent-ils, pas d'effets pratiques. On saisit bien là les incohérences que présentent de tels propos. Si les questions posées à la Cour revêtaient des contours si abstraits, pourquoi ces Etats se soucieraient-ils tant des retombées politiques de telles demandes ? S'ils mettent tant en avant le caractère politique de ces questions, c'est bien parce que celles-ci sont ancrées dans les faits. Des faits que les organisations qui se sont adressées à votre Cour doivent prendre en compte dans la conduite de leurs activités.

Que l'on rassure les Etats qui ont mis en avant la mise en péril des négociations sur la reconduction du traité de non-prolifération des armes nucléaires pour faire échec aux demandes d'avis présentées à la Cour²⁵. Les résolutions ont été respectivement adoptées le 14 mai 1993 et le 15 décembre 1994, et le traité sur la non-prolifération, à la grande satisfaction des puissances nucléaires, a été reconduit pour une durée indéterminée en mai 1995. Ce traité connaît donc un sort tout à fait indépendant de celui des avis que la Cour rendra. Il en est de même des accords créant des zones exemptes d'armes nucléaires. Leur nombre s'accroît et leur portée s'élargit progressivement. Les récentes déclarations de la France, du Royaume-Uni et des Etats-Unis annonçant leur intention

²⁴CR 95/25, p. 58-59.

²⁵CR 95/24, p. 36, p. 42.

de ratifier les protocoles au traité de Rarotonga vont en ce sens. Ces Etats rejoindront ainsi la Chine et la Fédération de Russie qui sont déjà parties à ces protocoles. Le Gouvernement de Samoa se réjouit aussi de la prochaine conclusion du traité d'interdiction totale des essais nucléaires, bien qu'il déplore très vivement que certaines puissances n'aient pas encore mis fin à leurs essais. Les deux demandes d'avis n'ont donc en aucune manière porté préjudice au progrès des négociations sur le désarmement.

Il faut aussi le rappeler, les demandes présentées à votre Cour portent sur la menace et l'usage des armes nucléaires. Elles ne portent pas sur la possession, ni sur l'implantation de ces armes, ni encore sur les essais de ces armes. Ces questions doivent être distinguées les unes des autres.

Par abstrait, il faudrait encore comprendre, nous disent certains Etats, que le statut du recours aux armes nucléaires est incertain en droit international, ce qui entraînerait que la Cour ne soit pas en mesure de rendre des avis²⁶. Et au cas où elle le ferait, ces Etats prétendent que la Cour assumerait des fonctions législatives qui ne sont pas les siennes²⁷. On ne peut que réfuter ces propos. En effet, alléguer du statut peu clair du recours aux armes nucléaires en droit international, c'est déjà prendre position sur le fond. Or, il revient à la Cour, dans le cadre de sa fonction consultative, de se prononcer sur la question de la licéité du recours aux armes nucléaires. On ne peut donc en aucun cas établir l'incompétence de la Cour sur la base d'un pré-jugement opéré par certains Etats. C'est à la Cour qu'il revient de dire le droit. Nous sommes confiants, ainsi que mes collègues le rappelleront ultérieurement, que la Cour considérera que de nombreuses règles du droit international réglementent les effets du recours à ces armes.

En dernier lieu, il faut bien remarquer que les questions posées par l'Organisation mondiale de la Santé et l'Assemblée générale ont une portée pratique, puisque ces deux organisations doivent décider de l'orientation de la conduite de leurs activités. Ainsi qu'il ressort de la résolution 46.40, l'Assemblée mondiale de la Santé a demandé un avis consultatif en
«rappelant que la prévention primaire est le seul moyen approprié de maîtriser les effets sur la santé et l'environnement de l'utilisation d'armes nucléaires»

²⁶CR 95/24, p. 38; CR 95/26, p. 58-59.

²⁷CR 95/23, p. 66.

et en étant

«consciente du fait que la prévention primaire des risques pour la santé constitués par les armes nucléaires suppose de préciser comment la question de leur utilisation est envisagée au regard du droit international».

L'Assemblée générale, quant à elle, est convaincue «que l'élimination complète des armes nucléaires est la seule garantie contre la menace d'une guerre nucléaire». Elle souhaite donc renforcer «la primauté du droit» en ce domaine.

Contrairement donc à ce qui a été péremptoirement affirmé par certains, les actions à entreprendre revêtent nécessairement des contours différents selon que l'utilisation des armes nucléaires est déclarée licite ou illicite. Certains Etats ont prétendu que l'illicéité de l'arme nucléaire ne peut avoir aucun effet sur l'activité de l'OMS²⁸. C'est là totalement méconnaître la pratique de l'OMS. Lorsqu'un comportement est déclaré illicite, l'OMS en tire les conséquences nécessaires. Cela permet à l'Organisation de faire des propositions d'une autre nature à ses Etats membres. Il en est ainsi, par exemple, en matière de stupéfiants ou encore dans le domaine de la circulation des déchets dangereux et nucléaires.

Reprenant les termes de la Cour en l'affaire du *Sahara occidental*, on doit donc en tout point considérer que «les questions posées [à la Cour] sont pertinentes», «qu'elles ont un effet pratique à l'heure actuelle et que par conséquent elles ne sont pas dépourvues d'objet et de but»²⁹.

Jean-Jacques Rousseau dans le *Contrat social* remarquait que «c'est une prévoyance très nécessaire de sentir qu'on ne peut tout prévoir». Cet aphorisme appelle un complément. Ne pouvant tout prévoir, la sagesse requiert alors que l'on prévienne au mieux la survenance d'une catastrophe, de même que les effets qui en découlent. C'est bien dans cet esprit que l'Assemblée générale et l'Organisation mondiale de la Santé se sont adressées à la Cour. Les avis de la Cour leur permettront d'orienter leurs activités, dans le cadre de leurs mandats respectifs, de la manière la plus efficace possible. Il faut prévenir la survenance de dommages de portée incommensurable et irréversible.

²⁸ CR 95/23, p. 54.

²⁹ *Sahara occidental*, C.I.J. Recueil 1975, p. 37, par. 73.

En conclusion, Monsieur le Président, Madame et Messieurs de la Cour, pour toutes les raisons qui vous ont été exposées ainsi que pour celles présentées dans les observations écrites des Gouvernements de Samoa et des Iles Salomon, la Cour *peut* et *doit* rendre les avis qui lui ont été demandés. En tant qu'organe judiciaire principal du système des Nations Unies, la Cour éclairera les institutions sur des questions de droit qui sont déterminantes dans la conduite de leurs activités.

Je vous remercie, Monsieur le Président, Madame et Messieurs de la Cour, de votre attention et vous demande, Monsieur le Président, de bien vouloir donner la parole à M. Clark.

The VICE-PRESIDENT: Please be seated. The President has asked to be excused. I call now on Professor Clark to speak for Samoa.

Mr. CLARK: Thank you, Mr. Vice-President. Mr. Vice-President, Members of the Court, I am honoured to appear here for the first time and to speak on behalf of three States and peoples of the Pacific. It falls to me to discuss the issues confronting the Court in terms of the "sources" of international law contained in Article 38 of its Statute, to which Ambassador Slade referred. I shall touch on several themes that have been recurring in these oral proceedings. First, let me summarize the basic conclusions to be reached. Each source referred to in Article 38 points individually in the direction of the illegality of the use or threat of use of nuclear weapons: combined, they make an overwhelming case. The Belgian legal philosopher Chaim Perelman has likened legal reasoning to the legs of a chair rather than the links of a chain. The case against the bomb is a very well-supported chair.

1. Treaty law

The treaty law on which our argument relies falls into various categories: constituent instruments of the United Nations and the World Health Organization, humanitarian law, arms control law, human rights law, and environmental law. Much of it reflects general international law as well as having a conventional basis. The Nuremberg Tribunal, for example, regarded the IVth Hague Convention of 1907 as having developed into customary law³⁰. In the *Reservations* case³¹,

³⁰Judgment of the Nuremberg Tribunal, 41 *American Journal of International Law* 172, 248-249

this Court saw genocide as already proscribed by international law, apparently as general principles of law, even before the conclusion of the Genocide Convention. In *Shimoda v. State*³² the only previous judicial consideration of the legality of the use of nuclear weapons, the three-judge District Court of Tokyo treated the laws of The Hague and the 1925 Geneva Protocol as inextricably bound up with customary law. The Appeals Chamber of the International Tribunal for the Former Yugoslavia has recently discussed the extension by custom of the norms of the 1925 Geneva Protocol to internal armed conflict³³.

The reasoning in the present proceedings relies in substantial part upon such older instruments as those adopted here, at The Hague, in 1899 and 1907, as well as on the United Nations Charter. Since they were drafted before the first use of nuclear weapons, they obviously do not refer specifically to such weapons. Nevertheless, as the Nuremberg Tribunal said of the law of war: "This law is not static, but by continual adaptation follows the needs of a changing world."³⁴

Three distinct reasons support adaptation of the treaties to the new circumstances of the bomb, each sufficient in itself.

The first, underscored by the Martens Clause, is that these are broadly-worded humanitarian instruments. Their language is not to be nitpicked like a tax statute; it is to be given its "ordinary meaning" in light of the "object and purpose"³⁵ of the treaties - which is to protect, as the preamble to the IVth Hague Convention puts it, "the interests of humanity and the ever progressive needs of civilization".

The second reason is that the appeal is not merely to the letter of the treaties but to their

(1947).

³¹*Reservations to the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide, I.C.J. Reports 1951*, p. 23.

³²8 *Japanese Annual of International Law* 212 (1964).

³³Case No. IT-94-1-AR72, *Prosecutor v. Tadic*, 2 October 1995. Decision on the Defence Motion for Interlocutory Appeal on Jurisdiction.

³⁴Nuremberg Judgment, *supra*, p. 219.

³⁵Vienna Convention on the Law of Treaties (1969), Art. 31.

essence, to "the general principles of humanitarian law" to which the Court referred in its Nicaragua decision³⁶. In so far as the argument is reinforced by the restatement of those principles in Protocol I of 1977, we must insist that the understanding then was not an agreement that the Protocol was inapplicable, it was an agreement not to speak about nuclear weapons. We respectfully refer the Court to the careful analysis of the preparatory work of Protocol I in Solomon Islands written observations (paras. 3.22-3.35 and 3.99-3.100, 20 June 1995).

The third separate reason to apply the older instruments to nuclear weapons is the series of General Assembly resolutions beginning with General Assembly resolution 1653 (XVI) in 1961. They amount to an authoritative interpretation of both the humanitarian law treaties and the Charter, as applied to the new circumstances of nuclear weaponry. According to resolution 1653 (XVI): "The use of nuclear and thermo-nuclear weapons is ... a direct violation of the Charter"; it is "contrary to the rules of international law and to the laws of humanity"; a State using them "is to be considered as acting contrary to the laws of humanity and as committing a crime against mankind and civilization". The echoes of the Martens Clause here are loud and clear. The drafters of resolution 1653 (XVI) and the subsequent resolutions must also have had in mind the reference to solving problems of a humanitarian character in Article 1, paragraph 2, of the Charter; the references to human rights and fundamental freedoms, and to economic and social progress and development in Article 55; and to Article 2, paragraph 4, and Article 51 on the use of force and self-defence in international relations. The use of force is *prima facie* unlawful under Article 2, paragraph 4. It must be justified by the exercise of the inherent right of self-defence. The quantum of force used in self-defence is subject to the limits of humanitarian, human rights and environmental law.

A possible counter-argument to the argument based on resolution 1653 (XVI) and its progeny is that they were not adopted by consensus. They were, in particular, opposed by three of the five avowed nuclear Powers and by a number of other western States (but not all). The USSR voted for resolution 1653 (XVI); from 1980 onwards the Government of the People's Republic of China voted

³⁶*Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua, I.C.J. Reports 1986*, pp. 114, 129.

with the majority when the principles of resolution 1653 were reasserted by the Assembly.

One response to the lack of unanimity was provided by Professor Abi-Saab in his statement on behalf of Egypt (CR 95/23, p. 40). He reminded the Court of its jurisprudence in the 1971 *Namibia* Advisory Opinion, paragraph 105, to the effect that the General Assembly has, in specific cases, power to adopt "resolutions which make determinations or have operative design".

Whether the use of nuclear weapons fits within a particular category - breach of the Charter, crime against humanity - may well constitute a decision having operative design. Other responses to the counter-argument on lack of unanimity appear in my discussion of custom, to which I now turn.

2. Custom

The General Assembly's interpretative resolutions support an alternative line of argument based on *custom*. They need not be relied upon in isolation. They reflect - *a fortiori*, in company with the humanitarian treaties, the Charter of the United Nations and the Constitution of the World Health Organization - international custom. I refer, in this context to the World Health Organization's Constitution, specifically mentioned in the WHO question. We do not contend that the use of nuclear weapons contravenes the World Health Organization Constitution standing alone - and WHO has never suggested that it does. But this is not to say that the Constitution is irrelevant to custom. Its fundamental principles, contained in the Preamble and in Articles 1 and 2, provide an additional underpinning to the detailed norms contained in the General Assembly resolutions, which reflect norms of customary law.

The argument based on custom must deal quite frankly with three hurdles. The first is the lack of unanimity, in particular the negative votes of three of the permanent five nuclear Powers. The second is that of *opinio juris*. The third is that the resolutions foreshadow negotiation of further treaty obligations.

As to the absence of unanimity, the response is simple. The burden of demonstrating change rests with the nuclear States. A large majority of the General Assembly insists that existing law applies. The nuclear States seek to opt out. Who must prove what? Surely the point made by Solomon Islands in paragraph 3.92 of its written observations on the General Assembly question is

persuasive; the issue is whether the nuclear States have been able to establish for themselves special rules excluding the application of the general and pre-existing obligations of the law of armed conflict.

We have also been treated to a variation on this theme with the desperate reliance of the nuclear Powers on a sinking ship, the *Lotus* case, decided by the Permanent Court in 1927³⁷. We are told by France that:

"The freedom of States to exercise their rights does not depend upon permissive rules. Such rules are necessary only to provide exceptions to prohibitive rules."³⁸

This is supportable neither by the *Lotus* case nor by modern international law, the structure of which is much more complex. Dean Magallona, speaking for the Philippines, has already convincingly distinguished the *Lotus* case because of the development since 1927 of the *jus cogens* rule on the prohibition of the use of force³⁹. The *Lotus* case's narrow *ratio decidendi*, denying the exclusive penal and disciplinary authority of the flag State, has long since been reversed by treaty and custom.

Perhaps it is time to put entirely to rest the sad tale of the French seafarer Mr. Demons, languishing in a Turkish prison. There is irony that France, the losing Party in the *Lotus* case, should rely on it in these proceedings⁴⁰. If one takes our profession of international law seriously, as something other than a minor inconvenience to absolute sovereignty, France, not Turkey, had the better argument in the *Lotus* case, both at the level of broad principle and as to the question who had the right to try the hapless Mr. Demons. As Lord Finlay said in one of several powerful dissents in the case:

"The question is put in the *compromis* with perfect fairness as between the two

³⁷*Lotus, P.C.I.J., Series A, No. 10*, p. 4 (1927).

³⁸France, CR 95/23, p. 65.

³⁹CR 95/28, pp. 70-83.

⁴⁰CR 95/23, p. 65.

countries and the attempt to torture it into meaning that France must produce a rule forbidding what Turkey did arises from a misconception. The question is whether the principles of international law authorize what Turkey did in this matter." (P. 52.)

Surely, speaking, as we are today, about the alleged sovereign right to engage in actions that could destroy the planet, we might fairly ask whether it is "authorized" by international law. A moribund and controversial decision about two colliding vessels on the high seas is a very weak base on which to defend the raw power to destroy our Spaceship Earth.

I note in addition the following words from the "majority" opinion in the *Lotus* case deciding in favour of Turkey:

"Now the first and foremost restriction imposed by international law upon a State is that failing the existence of a permissive rule to the contrary it may not exercise its power in any form in the territory of another State." (P. 18.)

The *Lotus* case was, of course, about what Turkey did - try M. Demons - on its own territory. Is not spreading nuclear radiation to the territory of another State, belligerent or neutral, the exercise of "power" in one of its cruder forms? Where is the permissive rule?

The United Kingdom has referred, along with the *Lotus*⁴¹ case, to the words of paragraph 269 of the Court's Nicaragua decision, *supra*, that

"in international law there are no rules, other than such rules as may be accepted by the State concerned, by treaty or otherwise, whereby the level of armaments of a sovereign State can be limited, and this principle is valid for all States without exception".

The unwarranted conclusion is apparently sought to be drawn that those armaments may be used at the discretion of the possessor. A State may have a massive arsenal, Mr. Vice-President, as the nuclear Powers have massive arsenals capable of destroying us all many times over. But the issue before the Court is not about that dreadful possession; it is about use and threat of use. That is unlawful.

But even if the burden of proof be placed on the rest of the world, unanimity is not required. Nor need all of those "specially affected" agree. Was it necessary for a general norm, a *jus cogens* norm, of non-discrimination to emerge (or a particular norm against apartheid) that South Africa

⁴¹Statement of the Government of the United Kingdom, Request for an Advisory Opinion by the United Nations General Assembly, June 1995, p. 21, note 39. The quote from the *Lotus* there is both incomplete and out of context; see also France, CR 95/23, p. 65.

(and perhaps Portugal and Southern Rhodesia too) must agree? South Africa surely regarded itself as the State most "specially affected". The world did not wait for its acquiescence! Again, consider the General Assembly's rules and principles on decolonization to which this Court gave its imprimatur in its *Western Sahara* advisory opinion. The active involvement of each of the colonial Powers was not a *sine qua non* to the delegitimization of colonialism itself.

I turn to *opinio juris*. Can we explain the motivation of those who voted against the practice represented by General Assembly resolution 1653 (XVI) and its progeny? The proponents spoke rather clearly. The very language they used was the language of obligation. Most of the debate, both in committee and in plenary in 1961, was taken up by an unedifying Cold War exchange between the (then) two Super Powers. The United States, voting against resolution 1653 (XVI), couched its opposition in general but blunt legal terms. It said: "It is simply untrue to say that the use of nuclear weapons is contrary to the Charter or to international law."⁴² The defiant British comment: "But the hard fact remains that so long as States possess nuclear weapons, they will use them in self-defence"⁴³, was an assertion of a right to use nuclear weapons in self-defence. That makes two. One might have expected that others of those who voted negatively or abstained would articulate their explanations of their legal position. But most saw fit simply to put their heads down and vote. Among the few who did speak was Canada. Canada had abstained in committee, but had now been persuaded to vote no in plenary. The representative of Canada said:

"We recalled in the First Committee that all declarations prohibiting the use of specific types of weapons had, without exception, been violated in the past in wartime; and it was on this ground that Canada abstained on the draft resolution in the First Committee ... Action to assemble a world conference to sign a convention of doubtful utility might very well detract from the effort to negotiate binding disarmament agreements which are the only finally effective means of dealing with the threat of nuclear weapons."⁴⁴

This is, we submit, a (somewhat contrived) argument about tactics, not about the legal situation. It was countered by the chief author of resolution 1653 (XVI), Ethiopia, on its own terms:

"I do not know why it must be concluded: 'Do not do this because I am not going

⁴²United Nations doc. A/PV.1063, p. 798 (1961).

⁴³*Idem*, p. 803.

⁴⁴*Idem*, p. 797.

to follow it.' If we take that line of action we shall not do anything."⁴⁵

What we have then is normative language by the majority, relating to and relying upon existing norms; a very limited denial of that position; an argument about how best to proceed; and a largely silent minority. That language has been reiterated for 33 years, slowly gathering more support. It was no transitory whim of a fleeting majority. How is it possible to deny overwhelming *opinio juris* at this juncture?

Are resolution 1653 (XVI) and later resolutions undercut by their calls for drafting a convention? If there is need for a convention, the nuclear Powers say, then custom does not exist. This is to misunderstand contemporary State practice and the richness of the relationships between custom and convention. There are many reasons for following, with treaty commitments, a determination by a political or by a judicial organ of the illegality of an action or situation. In the case of genocide, for example, a resolution affirming that it was contrary to international law called also for a treaty. In the treaty, the definition was made more concrete. A régime was created for suppression. In the present instance, a régime will still be needed, after a favourable decision from the Court, for the destruction of nuclear weapons. There is no hierarchical structure in Article 38. The law develops step by step, sometimes through custom, sometimes through convention, sometimes by a court assisting its appearance, sometimes in many mysterious ways all at once.

Equally unconvincing is the cognate argument that the NPT somehow legitimates use or threat of use by the nuclear Powers. Just because the non-nuclear Powers could not get all they wanted in the negotiations and had to deal with the art of the possible, does not mean that the ultimate goal is somehow undermined.

3. General principles of law

I turn to general principles of law. Mr. Vice-President, resolutions of the General Assembly following and reiterating resolution 1653 (XVI) emphasize both the breach of the Charter and the category crimes against humanity, rather than the Martens language that was dominant in resolution 1653 (XVI) itself. The concept of crimes against humanity was treated in the Nuremberg

⁴⁵*Idem*, p. 806.

process, in which it was crystallized, as based on general principles of municipal law⁴⁶, although it also harks back to Martens. In more recent usage, in connection with prosecutions in the former Yugoslavia and Rwanda, it has connotations both of humanitarian law and of human rights law⁴⁷. It thus seems to be exactly the right concept to describe the use of nuclear weaponry, whether in international or in non-international conflict.

4. Subsidiary sources

I turn to the subsidiary sources under Article 38 of the Statute. There is only one judicial decision directly in point, that of the Japanese municipal court in Shimoda. It supports the illegality under the laws of war of the use of nuclear weapons against Hiroshima and Nagasaki. It is not necessary, Mr. Vice-President, for our argument here, or for the Court, to take a definitive position on those bombings. There has been much relevant practice since then that has removed any doubts there might have been about general international law as it applies to post-1945 uses or threats.

Academic works favour by a strong margin the illegality of nuclear weapons⁴⁸. Particularly striking is the resolution adopted by the Institute of International Law at its Edinburgh Session on 11 September 1969. That resolution affirms that

"[e]xisting international law prohibits the use of all weapons which, by their nature, affect indiscriminately both military and non-military objects, or both armed forces and civilian populations".

The preamble makes it crystal clear that this includes nuclear weapons.

5. Conclusion

In short, the weight of conventions, custom, general principles of law, judicial decisions and the work of the publicists all point to a "Yes" answer to the question asked by the WHA. As to the

⁴⁶Roger Clark, "Crimes Against Humanity at Nuremberg", in G. Ginsburgs & V. Kudriavtseve, *The Nuremberg Trials and International Law*, pp. 193-194 (1990).

⁴⁷See generally, *Tadic* case, *supra*; C.P.M. Cleiren & M.E.M. Tijssen, "Rape and other Forms of Sexual Assault in the Armed Conflict in the Former Yugoslavia: Legal, Procedural, and Evidentiary Issues", 5 *Criminal Law Forum* 471 (1994).

⁴⁸E. Meyrowitz, "The Opinions of Legal Scholars on the Legal Status of Nuclear Weapons", 24 *Stanford Journal of International Law* 111 (1987); B. Weston, R. Falk & A. D'Amato, *International Law and World Order* 993 (2d ed. 1990).

General Assembly, the various elements of international law point towards the answer that there are no circumstances in which the use or threat of use of nuclear weapons is permitted under international law. Samoa urges the Court to so declare, thus contributing, like those who gathered in 1907 in this very city, to "the interests of humanity and the ever progressive needs of civilization"⁴⁹.

Thank you Mr. Vice-President, that concludes today's presentation.

⁴⁹Preamble to the Fourth Hague Convention of 1907.

The VICE-PRESIDENT: Thank you for your statement Professor Clark, that concludes the presentation of the Government of Samoa. The Court will meet tomorrow at 10 a.m. to hear the arguments of the Marshall and Solomon Islands.

The Court stands adjourned.

The Court rose at 12.45 p.m.
